



>> Nos partenaires en action

>> EDITO

Durban : avis de grand froid sur le climat

Après les dégorgements médiatiques de Copenhague, qui aurait parié que la 17^e conférence des parties, et dernière de l'ère Kyoto, serait si superbement ignorée des chefs d'états et des médias ? Le protocole entré en vigueur en 2005 imposait aux pays industrialisés (à l'exception notable des Etats-Unis) de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) sur la base d'engagements chiffrés et vérifiables. Après 14 jours de négociations, les états n'ont trouvé qu'un accord à minima et in extremis (qui a dit miserabilis ?) pour maintenir le protocole de Kyoto au delà de son échéance de 2012.

Quelle position adopter ? Baisser les bras relèverait de l'inconscience. Le désengagement politique, n'en déplaît pas aux sceptiques, n'efface pas l'urgence de la situation. Les indicateurs scientifiques sont dans le rouge, tant et si bien que tout retard dans les mesures à prendre aura des conséquences durables pour les générations qui nous suivent.

Malgré les évidentes faiblesses de l'accord actuel, le processus se maintient. Si les états les plus émetteurs de GES détournent le regard, le vieux continent maintient ses positions et garde dans son sillage le soutien des états africains et insulaires. N'oublions pas en effet que la Conférence Cadre des Nations Unies sur les Changement Climatiques est certainement la seule instance politique multilatérale où les pays qui ont le moins de moyens de s'adapter aux changements climatiques peuvent faire entendre leur voix.

Thomas MANSOURI

L'autre Bilan carbone © existe-t-il ?

Méthode nationalement reconnue, le Bilan carbone © a été lancé en 2003 par l'ADEME et vise à photographier les émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise, association, institution, événement ou d'un territoire.

Sa finalité reste de réduire à la source ses émissions suite à l'identification précise des actions les plus efficaces.

A l'heure actuelle, entre 4000 et 6000 Bilans carbone © ont été réalisés et plus de 80 structures - entreprises et associations - se sont regroupées au sein de l'APCC (Association des Professionnels en Conseil Carbone) afin de répondre à un besoin de structuration et de représentation de la filière.

Cependant, et malgré une généralisation souhaitable, de nombreux Bilans carbone © restent dans les placards et le constat est souvent le même : le Bilan carbone © est considéré comme une prestation limitée dans le temps. La question aujourd'hui est de savoir comment le faire vivre. CO2Solidaire compte parmi ses entreprises partenaires plus d'une vingtaine de bureaux d'études prestataires de Bilan carbone ©. Ils constituent le moteur de la réduction des émissions des organisations au Nord. Ces partenaires du GERES, acteur du Sud, donnent corps à la démarche de Solidarité climatique que nous portons en concrétisant cette complémentarité qui nous est chère : Réduire au Nord, Soutenir au Sud.



Les approches innovantes de nos partenaires

Dans un souci de valoriser l'action essentielle de Réduire au Nord, CO2Solidaire souhaite relayer quelques bonnes pratiques de ses partenaires spécialisés.

Depuis peu, l'ADEME ne finance que les Actions Collectives, c'est à dire des Bilans carbone © groupés. **EO Développement** accompagne ainsi 12 entreprises du Pays d'Aix-en-Provence. Malgré une grande disparité dans les secteurs d'activités représentés, des sujets communs sont traités lors de réunions collectives : maîtrise de l'énergie, plan de déplacement, achats responsables...Vient ensuite la phase d'accompagnement individualisé. EO Développement salue cette mesure qui permet un partage d'expérience utile entre les entreprises.

Durant 4 ans, **Auxilia** a accompagné des entreprises du SIEL (Syndicat National des Industries de l'Emballage Léger en bois) à travers plus de 25 sites. Plutôt que de considérer le Bilan carbone © de chaque entreprise comme une finalité, Auxilia a mis à profit ces résultats pour mener une réflexion sectorielle. Les tendances d'émissions de la profession, la vulnérabilité du secteur et les opportunités d'action ont été identifiées. La connaissance de toute la profession s'est ainsi accrue par rapport à cette problématique et aux solutions applicables.

CO2Solidaire, un espace de Rencontres et d'Innovation

CO2Solidaire se veut un espace de discussion, d'échange et d'innovation. Il a vocation, en tant qu'opérateur de compensation, à valoriser les actions de réduction à la source des émissions de gaz à effet de serre. Dans ce cadre, et à l'occasion des 2^{ème} Rencontres CO2Solidaire, nous organisons l'Atelier « L'autre Bilan carbone © ou comment passer du plan d'action...à l'action ? » animé par **Inddigo** et **Le Geste Environnemental**. L'occasion d'amorcer une dynamique autour du partage d'expérience pour dessiner les contours d'une

>> Les nouveaux partenaires

Ils s'engagent à nos côtés : Chut! Collection, Auris, CISV (Children's International Villages), Forum AGIR, EDF, Inddigo, Utopies, Le Public Système et Enviroconsult. Le GERES les remercie pour leur confiance.

RÉDUIRE AU NORD...

>> Actu carbone

Au revoir 2°C, bonjour 3°C !

Selon plusieurs études scientifiques publiées la semaine précédant le sommet international sur le climat de Durban, l'évolution actuelle des émissions de gaz à effet de serre (GES) nous éloigne indéniablement d'un réchauffement global de 2°C. Cette augmentation moyenne par rapport aux niveaux préindustriels et d'ici 2100 est le seuil au-delà duquel la machine climatique pourrait s'emballer. Ce seuil correspond à 450 ppm (partie par million) de CO₂ dans l'atmosphère (390 ppm actuellement et +2 ppm en 2010). Les scientifiques évoquent désormais un objectif de 3°C. Si à Copenhague et à Cancun, les pays engagés dans les négociations s'accordaient sur « un réchauffement global d'au plus 2°C d'ici à 2100 », ces accords sont désormais bel et bien vides.

Et si on voyait les choses autrement ?

D'après le CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique), organisme en charge de la réalisation de l'inventaire de GES sur le territoire français, nos émissions ont diminué de 10% depuis 1990. Pour le cabinet d'études Carbone4, c'est une toute autre histoire : elles auraient augmenté de 25% ! Cette différence s'explique par la prise en compte d'un autre indicateur. Le bureau d'études a calculé les émissions liées à la consommation finale des français, alors que le CITEPA se base sur les émissions liées à la production sur le territoire français. A titre d'exemple, les émissions générées par l'achat en France d'ordinateurs fabriqués en Asie sont prises en compte dans l'indicateur ECO₂Climat de Carbone4. Pourquoi cette augmentation ?

Entre 1990 et 2010, nous avons augmenté nos importations de produits finis et nous avons délocalisé une partie de notre outil de production. Les émissions ayant lieu sur l'hexagone ont donc bien diminué mais les flux de carbone ont, quant à eux, explosé. Cette « vue de l'esprit », comme disent certains, met au grand jour notre responsabilité dans les émissions mondiales de GES et ce qu'on appelle notre « dette carbone ». Ainsi, sur la base de l'indicateur ECO₂Climat, chaque français émet en moyenne 10,5 TéquCO₂/an. La moitié provenant de l'alimentation et des produits électroniques.

Plus d'infos : www.carbone4.fr

6%

C'est le plus fort taux de croissance des émissions de CO₂ dans l'atmosphère jamais enregistré depuis 1751, année des premiers relevés. Ce chiffre, instantané, se base sur l'année 2009. Si cette tendance se poursuivait, nous nous dirigerions vers un réchauffement de l'ordre de 6°C d'ici 2100 !

>> Actu CO₂Solidaire**Les Rencontres CO₂Solidaire**

Elles se tiendront pour la seconde année consécutive à Paris le 17 janvier prochain. Ouvertes exclusivement aux entreprises partenaires et quelques invités, cet événement aura une fois de plus vocation à donner plus d'épaisseur à nos relations partenariales. Durant la matinée, les intervenants du GERES, responsables siège et terrain, exposeront les réalités des programmes de développement mis en œuvre.

Une nouveauté cette année : les Ateliers d'Innovation. Le premier sera dédié aux bureaux d'études spécialisés dans le conseil carbone, moteurs de la réduction au Nord, et s'intitulera : « L'autre Bilan carbone © ou comment passer du plan d'action... à l'action ? ». Le second explorera sur un mode participatif les idées de chacun pour faire vivre la communauté CO₂Solidaire, composée aujourd'hui de plus de 120 entreprises. Retours sur cette journée début 2012.

**Conférence ONUDI à Pollutec**

Le 29 novembre dernier, à l'occasion du salon Pollutec, Renaud BETTIN, responsable du programme CO₂Solidaire, est intervenu pour l'ONUDI, la branche de l'ONU faisant la promotion du Développement Industriel. En compagnie de CDC Climat et d'ERM, le GERES a fait part de sa vision terrain sur la thématique « Afrique et MDP : Bilan et perspectives ». Notre ONG s'est faite le relai de la voix des pays du Sud, notamment africains, qui voient dans le MDP (Mécanisme de Développement Propre) une formidable opportunité de développement. Malgré cela, et selon l'agence pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU (FAO), seulement 4% des projets MDP sont mis en œuvre sur le continent africain.

L'Unité Climat à la COP de Durban

L'Unité Climat du GERES était à Durban. Elle y organisait 2 conférences officielles. La première portait sur la question de l'accès à l'énergie et plus précisément sur méthodologie innovante de la *Suppressed demand* (cf lettre CO₂Solidaire n°18) et la seconde sur la gestion des forêts. Le GERES a également présenté, avec son partenaire NEXUS, le *CDM Decision tool*, outil d'aide à la décision pour le montage d'un projet MDP. Enfin, les COP (*Conference of Parties*) sont l'occasion d'être au plus près des discussions officielles.



>> Actu projets CO₂Solidaire**Himalaya indien****Quelques chiffres**

Le projet couvre aujourd'hui 126 villages dans les régions les plus froides et reculées du Ladakh et de l'Est de l'Himachal Pradesh (Lahaul-Spiti-Kinnaur). Fin octobre 2011, 750 maisons intégraient les techniques d'efficacité énergétique. Les 250 restantes sont en cours de construction ou rénovation et seront terminées en 2012.

La formation des 216 artisans locaux de la construction (maçons, menuisiers et charpentiers) s'est poursuivie. Ils passeront un examen final pour l'obtention d'un certificat en 2012. Ce processus de certification a été élaboré par les techniciens du GERES en collaboration avec les équipes partenaires locales afin d'être adapté au contexte local.

Suivi et évaluation du projet

D'un point de vue technique, des études menées en été 2011 ont permis de vérifier que les 3 technologies d'architecture solaire passive n'entraînent pas de surchauffe estivale, ce qui constituait une inquiétude des utilisateurs locaux.

Cet hiver (novembre 2011 à mars 2012), une nouvelle phase de suivi et d'évaluation est lancée afin de contrôler l'efficacité des maisons solaires réalisées depuis 2008 (fonctionnement, économies de combustible et réductions d'émissions CO₂). Cette évaluation s'opère en accord avec nos engagements en matière de finance carbone et notamment le PDD (*Project Design Document*).

Par ailleurs, l'étude d'impact santé a été réalisée par un consultant indien l'hiver dernier. Elle a permis de confirmer que les

pièces solaires passives favorisent l'amélioration de la santé et de l'hygiène, particulièrement celle des enfants, des personnes âgées et des femmes enceintes. Notre étude d'impact environnemental est en cours de réalisation et sera terminée au premier semestre 2012.

Composante Activités génératrices de revenus

420 femmes regroupées en SHG (*Self-Help Groups*) pour de l'artisanat textile sont toujours soutenues par le projet en matière de planning de production, marketing, et designs. Afin de contribuer à la pérennité de leurs activités, 160 formations ont été organisées. Le revenu hivernal de ces groupes de femmes a plus que doublé.

Composante Changement climatique

Les campagnes de sensibilisation (communautaires et médiatiques) au changement climatique et à ses impacts dans la région ont permis de toucher plus de 900 000 personnes (étudiants, professeurs, villageois, auditeurs radio / TV).

Défis et événements marquants

En 2011, le projet a été visité par des responsables opérationnels et financiers de l'Union Européenne (UE) à trois reprises. Cette délégation de l'UE en Inde a indéniablement affirmé la pertinence et l'impact positif des activités menées par le GERES et ses partenaires locaux. La vérification financière a cependant mis en exergue la nécessité d'amélioration des processus administratifs et comptables, essentiellement des ONG partenaires. Cette même conclusion confirme toute la pertinence du travail du GERES sur le « Renforcement des compétences

managériales, organisationnelles et techniques » de ces mêmes ONG locales.

A un an de la fin du projet, un important travail de documentation, partage et diffusion des apprentissages, et partage d'expérience a commencé et se poursuivra donc jusque décembre 2012. Notre équipe GERES Inde se concentre actuellement sur les efforts de pérennisation des activités au-delà du projet et sur le développement de projets futurs.

Notons enfin que le projet a été sélectionné en tant que finaliste du *World Habitat Awards* 2010 parmi plus de 250 participants.

Les autres projets CO₂Solidaire

Afghanistan : Dans le cadre de la mise en place d'un système de monitoring des crédits carbone sur le projet d'Efficacité énergétique dans l'habitat tertiaire, Kimberley BUSS, experte de l'Unité Climat du GERES, s'est rendue pendant deux semaines à Kaboul et à Bamyân. L'objectif de la mission était d'approfondir la faisabilité des financements carbone des projets en Afghanistan.

Cambodge : De juillet à septembre, le projet Community Forestry a permis la plantation de 15 000 arbres dans les forêts communautaires à Toul Samrong et Brosnip dans la province de Kampong Chhnang. Lié au projet *Sustainable Charcoal*, l'activité fait partie d'un projet pilote visant à restaurer les forêts communautaires et à améliorer les conditions de vie rurale, tout en répondant à la demande en bois de chauffage.

>> Témoignages terrain



Padma Angmo, 30 ans, agricultrice à Sasoma (Vallée de la Nubra, Ladakh)
Type de PSH : serre attachée achevée en 2010

> "La véranda ne nous tient pas seulement au chaud, elle améliore nos conditions de vie."



Tundup Namgyal, 38 ans, maçon à Sasoma (Vallée de la Nubra, Ladakh)
Type de PSH : gain direct, maison achevée en 2008

> "Depuis que la maison est chauffée par le soleil, nous brûlons moins de carburant et, par conséquent il y a moins de fumée à l'intérieur de la maison."

Retrouvez ces témoignages complets et découvrez en d'autres sur le site www.CO2Solidaire.org

>> Enjeux Climat-Développement

Fin 2010, les Nations Unies ont proclamé **2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous**. Les services énergétiques ont un impact direct sur la productivité, la santé, l'éducation, le climat, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement en eau. L'absence d'accès à une énergie propre, abordable et fiable entrave le développement humain, social et économique et constitue un obstacle majeur à la réalisation d'objectifs de développement. Pourtant, 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à une énergie moderne, tandis que 3 milliards de personnes dépendent de la biomasse et du charbon comme source principale de combustible.

Le GERES travaille depuis 35 ans à permettre aux plus démunis d'accéder durablement à l'énergie. Ces populations demeurent les plus vulnérables face à l'augmentation du prix de l'énergie et les plus sujettes à des situations de précarité énergétique. Les projets du GERES

prouvent qu'activer le levier de l'accès à l'énergie revient à lutter contre la pauvreté tout en préservant l'environnement.

> Amélioration de la santé en Himalaya Indien : 2 millions de personnes décèdent chaque année dans les pays du Sud suite à l'inhalation des fumées intérieures nocives. Dans l'Himalaya Indien, l'intégration d'une serre attachée à l'habitat existant permet de diviser par deux les visites médicales.

> Accès à l'éducation en Afghanistan : Du fait qu'elles ne soient pas chauffées, les écoles afghanes sont fermées presque 5 mois de l'année. Grâce à l'intégration de standards bioclimatiques dans la construction de nouvelles écoles, les élèves ont accès à l'éducation tout au long de l'année et travaillent dans de meilleures conditions.

> Préserver la biodiversité au Tadjikistan : Seuls 25% de la forêt est encore debout dans ce pays d'Asie centrale. Les populations ont recours à la bouse animale

pour se chauffer et cuisiner. Le bioclimatisme permet une réduction de la consommation de cet engrais naturel, qui, en restant sur le sol favorise la rétention de l'eau. En effet, 1 Kg de bouse permet de stocker 700 grammes d'eau le sol, limitant leur dégradation et contribuant ainsi à préserver la biodiversité.

> Impacts économiques au Cambodge : l'économie de charbon de bois en milieu urbain par la diffusion de fours de cuisson amélioré a permis aux populations d'économiser depuis 2003 plus de 7,5 millions de dollars US.

> Sécurité alimentaire au Mali et au Bénin : La substitution du gazole par des agrocarburants (produits en filière courte) en milieu rural favorise l'autonomie énergétique. En développant la mécanisation de certaines activités agroalimentaires, le projet contribue à une forme de sécurisation globale, y compris alimentaire.

>> Négociations internationales

Et pendant ce temps-là, les glaciers fondent : retour sur Durban.



La COP (Conference of Parties) de Durban s'est achevée, avec 36 heures de retard, sur un accord « à l'arrachée », assorti d'une « feuille de route ». Ce qu'il faut en retenir :

- La prolongation du Protocole de Kyoto jusqu'en 2017. Cette poursuite du seul cadre juridiquement contraignant existant ne s'appliquera cependant qu'à l'Europe. La Russie, le Japon, le Canada et l'Australie s'étant purement et simplement retiré du Protocole.
- La création d'un espace de négociation, « la plate-forme de Durban », qui déboucherait sur une proposition d'accord en 2015 incluant les pays industrialisés ET les pays émergents. Cet accord entrerait en vigueur en 2020.
- La création officielle du Fonds Vert (visant à financer à hauteur de 100 milliards € par an les

mesures d'adaptation des pays du Sud) et définition de ses grands principes de gouvernance.

- L'inclusion de l'agriculture sous la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC)
- Des avancées majeures sur l'adaptation, rare sujet qui ne fait pas polémique, et les transferts de technologies.

Décryptage :

- La prolongation de Kyoto ne concernera que l'Europe, soit 15% des émissions mondiales. Les pays européens devront communiquer leurs intentions en matière d'objectifs de réduction de GES d'ici le 1er mai 2012. Cette approche bottom-up laisse la part belle aux motivations les plus molles. Lors des négociations, l'UE a su s'affranchir de son image de « Partie naïve » qu'elle a pu avoir à Copenhague, et s'engage poursuivre seule sa politique de lutte contre les changements climatiques. Cette approche, souvent assimilée à un isolement, aura fini par fonctionner à Durban puisqu'elle a su fédérer d'autres groupes de pays, tels que les états insulaires et le groupe Afrique, autour de son ambition. L'UE a repris sa position de leadership, sérieusement égratignée à Copenhague.
- D'après les scientifiques, un éventuel accord en 2020 nous positionne sur la trajectoire d'un réchauffement de 3 à 4°C d'ici 2100. Le seuil de 2°C, au-delà duquel la machine climatique pourrait s'emballer, s'éloigne clairement.
- Les modes de financement du Fonds Vert n'ont pas été définis. Son abondement par une taxe sur les transactions financières ou la taxe sur les soutes maritimes, proposée par l'AGF (Advisory Group of Finance), restent à l'état d'idée.
- Si les mécanismes de projets de Kyoto sont conservés, notamment le Mécanisme de Développement Propre sur lequel s'appuie le GERES pour cofinancer certains de ses projets, une nouvelle typologie de projets est désormais éligible au financement carbone : le Captage et le Stockage de Carbone (CSC). Cette technique d'enfouissement dans le sous-sol des émissions de carbone d'une centrale thermique au charbon, requière énormément d'énergie et demeure potentiellement dangereuse. Pour résumé, elle revient à soulever le tapis pour y dissimuler la poussière.

Malgré les rapports (PNUE, OMM, GIEC et AIE) parus la semaine précédant Durban et faisant état de l'urgence d'agir dès aujourd'hui, le manque de volonté des décideurs politiques est flagrant. Occupés à gérer la dette financière, on en oublierait presque la dette climatique qui requière, elle, une vision à long terme. Un décalage qui fait écho aux dernières observations de scientifiques en matière de fonte des glaciers terrestres et du permafrost et dont le constat le plus inquiétant est celui de l'accélération du phénomène.